

Analyse de l'impact de la crise sécuritaire sur les dépenses militaires du Burkina Faso

Etienne COMPAORE ¹

Olivier NANA²

Résumé

Depuis 2015, le Burkina Faso fait face à une crise sécuritaire marquée par l'essor du terrorisme, de la criminalité organisée et des conflits communautaires. Cette situation a provoqué une détérioration de la sécurité intérieure, une instabilité institutionnelle, et un ralentissement économique. L'intensification des attaques terroristes a placé le pays parmi les plus affectés au monde. En utilisant une approche critique avec des données secondaires sur le terrorisme et les dépenses militaires au Burkina Faso, l'analyse montre que la crise sécuritaire notamment le terrorisme influence positivement les dépenses militaires entre 2015 à 2024 au Burkina Faso. Durant la période d'analyse, la part du budget dédiée à la défense et à la sécurité est passée de 6,3 % à près de 30 %, traduisant une volonté affirmée de renforcer les capacités opérationnelles des forces armées et d'intégrer des dispositifs civilo-militaires tels que les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Cette dynamique révèle également une interdépendance entre sécurité, stabilité politique et développement, imposant une reconfiguration des priorités nationales pour garantir la survie et la souveraineté du Burkina Faso.

Mots clés : crise sécuritaire, dépenses militaires, Burkina Faso.

Analysis of the impact of the security crisis on military spending in Burkina Faso

Abstract

Since 2015, Burkina Faso has faced a serious security crisis marked by the rise of terrorism, organized crime, and intercommunal conflicts. This situation has led to a profound deterioration in internal security, institutional instability, and an economic slowdown. The intensification of terrorist attacks has placed the country among the most affected in the world. Using a critical approach with secondary data on terrorism and military spending in Burkina Faso, this analysis shows that the security crisis, particularly terrorism, positively influenced budgetary military expenditures in Burkina Faso between 2015 and 2024. During the analysis period, the share of the

¹ Centre d'Etudes, de Documentation et de Recherche économiques et sociales (CEDRES), Université Thomas SANKARA ; Email : comp.etienne@gmail.com

² Académie de Police, Burkina Faso ; Email : oliviemana89@gmail.com

*Auteur correspondant : Etienne COMPAORE, Email : comp.etienne@gmail.com, ORCID : <https://orcid.org/0009-0007-0499-3272>

budget allocated to defense and security increased from 6.3% to nearly 30%, reflecting a clear commitment to strengthening the operational capabilities of the armed forces and integrating civil-military initiatives such as the Volunteers for the Defense of the Homeland (VDP). This dynamic also reveals an interdependence between security, political stability and development, imposing a reconfiguration of national priorities to guarantee the survival and sovereignty of Burkina Faso.

Keywords: security crisis, military spending, Burkina Faso.

Introduction

Le contexte sécuritaire mondial connaît une transformation profonde marquée par des menaces devenues hybrides, transnationales et multidimensionnelles (Barry, 2019). En effet le terrorisme contemporain dépasse les frontières étatiques. Il s'inscrit dans des réseaux globalisés. Les réponses strictement nationales apparaissent insuffisantes. Des approches collectives et coordonnées s'imposent (OCDE, 2005).

Dans ce contexte global marqué par l'expansion du terrorisme international, le continent africain apparaît comme l'un des espaces les plus vulnérables. En effet la faiblesse des institutions étatiques, la pauvreté persistante et les inégalités sociales y accentuent l'insécurité. Selon le Groupe d'étude sur le terrorisme et l'insurrection (GETI, 2023), l'Afrique subsaharienne est devenue l'épicentre du terrorisme mondial. Des groupes tels que Boko Haram, Al-Shabaab, AQMI, JNIM et l'EIGS exploitent les déficits de gouvernance. Ils instrumentalisent les tensions communautaires et tirent profit des frustrations socio-économiques (GETI, 2023). Cette dynamique continentale se décline avec une acuité particulière en Afrique de l'Ouest. Le terrorisme s'y combine à la criminalité transnationale organisée. L'instabilité politique s'y renforce. Les coups d'État survenus au Mali, au Burkina Faso et en Guinée illustrent l'affaiblissement des institutions étatiques (Diallo, 2024). Cette instabilité réduit davantage la capacité des États à contrôler leur territoire et facilite l'implantation des groupes armés.

Au cœur de cette crise régionale, l'espace sahélien constitue aujourd'hui l'un des principaux foyers de l'insécurité mondiale. Cette situation a été largement amplifiée par les crises politiques et sécuritaires en Libye et au Mali (Ammari & Benrezzouq, 2023). En effet l'effondrement de l'État libyen en 2011 a favorisé la circulation des armes et des combattants (Pérouse, 2023). Selon le Global Terrorism Index 2025, le Sahel demeure la région la plus touchée par le terrorisme au niveau mondial. C'est dans ce cadre sécuritaire régional et international profondément dégradé que s'inscrit la crise burkinabè.

La crise sécuritaire du Burkina Faso s'inscrit pleinement dans ce contexte. L'effondrement du nord du Mali en 2012-2013 a constitué un tournant majeur. Les réseaux jihadistes transnationaux ont étendu leur champ d'action. Le Burkina Faso est progressivement devenu une zone d'expansion stratégique. L'attaque du 15 janvier 2016 à Ouagadougou marque l'entrée visible du pays dans le terrorisme international.

À partir de 2018, les attaques se sont multipliées. Leur intensité s'est accrue. Les régions du Nord, du Sahel et de l'Est ont été les plus touchées. En effet la porosité des frontières a facilité les mouvements des groupes armés. Les capacités limitées des forces de défense et de sécurité ont également aggravé la situation (PNUD, 2019, p. 10). Cette insécurité persistante a entraîné une crise humanitaire et sociale majeure. Elle traduit les limites de l'État à assurer la protection des populations (PNUD, 2019, p. 1).

L'analyse de l'évolution de l'indice mondial du terrorisme (GTI) au Burkina Faso de 2015 à 2024 présente une allure croissante. En effet, en 2015, le GTI qui était de 3,47 points a atteint 8,58 points en 2024. Cela témoigne l'aggravation de la situation sécuritaire dû au terrorisme et place le Burkina Faso comme le pays le plus touché par le terrorisme, avec une augmentation des décès de 68% malgré une diminution des attaques de 17%. Une étude de Concern Worlwide US réalisée en 2024 sur la crise au Burkina Faso révèle que depuis 2019 plus de 10000 civils ont été tués dans des violences dont 2550 depuis le début de l'année 2024. Les régions de la Boucle du Mouhoun, du Nord, du Sahel, de l'Est et du Centre-Nord du Burkina Faso sont particulièrement touchées, avec des conséquences humanitaires considérables. En effet, plus d'un million cinq cent (1500000) de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, ce qui représente l'une des crises de déplacement les plus graves en Afrique de l'Ouest (HCR, 2023). Selon les données de l'Armed Conflict Location and Events Data Project (ACLED) du 11 juin 2022 au 09 juin 2024, la région du Sahel a été la plus touchée par l'insécurité (366 victimes) suivie par les régions de l'Est (291 victimes) et du Centre Nord (257 victimes).

Dans ce contexte d'insécurité, la restauration de la sécurité s'impose comme une priorité fondamentale pour les populations affectées. Elle constitue une base à l'instauration d'une stabilité durable, condition indispensable à toute perspective de croissance économique, de reconstruction sociale et de développement à long terme. Selon une étude publiée le 22 avril 2024 par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les pays de l'UEMOA ont consacré un total

de 3,29 milliards de dollars USD aux dépenses militaires pour la période 2022-2023, dans le cadre de la lutte contre l'insécurité. En tête de ce classement, le Burkina Faso a alloué près de 793,4 millions de dollars USD, suivi du Mali avec 727,4 millions de dollars USD. Selon la Direction Général du Budget (DGB) du ministère de l'économie, des finances et la prospective, en 2022, le budget de la défense du Burkina Faso était évalué à 290,65 milliards FCFA, tandis que celui du ministère de la Sécurité s'élevait à 124,536 milliards FCFA. Ensemble, ces deux départements ont reçu un total de 416 milliards FCFA, représentant ainsi 20,27 % du budget national. De 2016 à 2020, environ 25 % du budget de l'État a été alloué à la sécurité et à la défense. Entre 2015 et 2019, le budget du ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants a enregistré une hausse de plus de 140 % (DGB, 2022). Parallèlement, la part de ce budget par rapport au budget national a connu une augmentation régulière, passant de 6,3 % en 2015 à 9,8% en 2019. Alors que le budget national exécuté a connu une croissance annuelle moyenne de 11,4 %, celui de la défense nationale et des anciens combattants a augmenté à un rythme plus rapide, soit 24,4 % par an (DGB, 2022).

La hausse des dépenses allouées à la défense et à la sécurité s'est non seulement maintenue, mais a été renforcée avec l'arrivée du Capitaine Ibrahim Traoré à la tête du pays. En 2023, le gouvernement de la transition a adopté un budget de guerre de 600 milliards de FCFA, destiné à réorganiser l'armée, à la doter de moyens de défense modernes, ainsi qu'à procéder à un recrutement massif au sein des forces de défense et de sécurité (FDS) et des volontaires pour la défense de la patrie (VDP). À la demande du gouvernement, les parlementaires ont approuvé une augmentation substantielle du budget de la défense et de la sécurité, faisant passer la part de ce budget de 12,49 % en 2016 à 20,27 % en 2022, puis à 28,42 % en 2023 (DGB, 2023). Cette proportion a atteint 29,49 % en 2024, soit un montant d'environ 960 milliards de FCFA. Une campagne de recrutement de VDP s'est déroulée d'octobre 2022 au 18 novembre 2022. Sur les 90.000 candidatures, 50.000 ont été retenues et ont reçu une formation militaire. A cela s'ajoute le recrutement à titre exceptionnel de 3 000 militaires de rang au profit des forces armées nationales de 2022. Le 17 août 2023, l'Assemblée législative de transition a voté à l'unanimité l'introduction du service national patriotique (SNP). Il s'inscrit dans le cadre de la mobilisation générale, concerne tout burkinabè de 18 à 35 ans et vise surtout à constituer une armée de réservistes. La mobilisation générale, arrivée à échéance le 18 avril 2024, a été prolongée pour une durée de douze

mois. Le 30 mai 2023, le Premier ministre a annoncé, lors de son discours sur la situation nationale, son ambition de recruter 50.000 VDP supplémentaires. Au regard de cette situation, cette recherche se pose la question suivante : quel est l'impact de la crise sécuritaire sur les dépenses militaires du Burkina Faso ? L'objectif de cette recherche est d'analyser l'impact de la crise sécuritaire sur les dépenses militaires en supposant que la situation sécuritaire du Burkina Faso exerce une influence significative sur l'évolution des dépenses publiques, notamment celles liées à la défense et à la sécurité.

Cette recherche adopte une approche quantitative appuyée par des données secondaires, dans le but de mettre en exergue le lien entre la crise sécuritaire sur les dépenses militaires du Burkina Faso. L'analyse s'inscrit dans une démarche narrative, visant à mettre en évidence la relation entre l'insécurité et l'évolution du budget de la défense et de la sécurité. La période retenue s'étend de 2015 à 2024, soit dix années marquant une intensification progressive des attaques terroristes sur le territoire burkinabè. L'étude de la relation entre l'insécurité et l'évolution du budget de la défense et de la sécurité au Burkina Faso est cruciale pour comprendre comment cette crise modifie les priorités gouvernementales et influencent l'économie dans son ensemble, à travers des décisions budgétaires et des stratégies de gestion des risques. La suite de l'article s'articule de la manière suivante. Nous aurons d'abord la revue de la littérature, à la fois théorique et empirique, sur la relation entre crise sécuritaire et dépenses militaires. Ensuite nous analyserons la situation sécuritaire du Burkina Faso et étudierons l'évolution des dépenses militaires en lien avec cette insécurité croissante. Enfin nous exposerons la méthodologie et les résultats obtenus suivis de la discussion sur l'analyse des causes du terrorisme au Burkina Faso et l'examen l'impact cette crise sécuritaire sur les dépenses militaires.

1. Revue de la littérature

1.1. Revue théorique sur la relation entre crise sécuritaire et dépenses militaires

La relation entre crise sécuritaire et dépenses militaires repose sur plusieurs fondements théoriques. Selon la théorie réaliste de la sécurité nationale développée par Waltz (1979) et améliorée par les travaux de Smith (2020), la fonction première de l'État est d'assurer sa survie. Ainsi, lorsqu'une menace interne ou externe se manifeste (terrorisme, insurrection, instabilité frontalière), l'État réagit par un accroissement

de ses ressources de défense. Dans cette perspective, la dépense militaire est considérée comme une variable endogène à la menace sécuritaire : plus le risque est élevé, plus les dépenses de défense augmentent pour préserver l'ordre public et la souveraineté.

Les modèles économiques (Deger et Sen, 1995 ; Sandler et Hartley, 2016) de la défense montrent que la dépense militaire dépend du niveau de menace, des dépenses des pays voisins et des contraintes budgétaires internes. Ce cadre permet de comprendre que la crise sécuritaire agit comme un choc exogène sur la trajectoire budgétaire, provoquant une réallocation rapide et prioritaire vers le secteur de la défense. Cependant, l'explication purement sécuritaire est insuffisante. La théorie du choix public (Buchanan et Tullock, 1962 ; Dreher et Schneider, 2022) propose une lecture politique des dépenses militaires. Elle postule que les décideurs publics peuvent instrumentaliser la menace sécuritaire pour légitimer une augmentation du budget de défense, consolider leur pouvoir ou satisfaire certains groupes d'intérêts. Dans cette logique, les dépenses militaires ne répondent pas uniquement à un impératif de sécurité nationale, mais aussi à des considérations politiques ou clientélistes. Dans des contextes institutionnels fragiles, comme au Burkina Faso, la crise sécuritaire peut ainsi être utilisée pour accroître la centralisation du pouvoir exécutif et réduire la transparence budgétaire.

Les théories institutionnalistes (North, 1990 ; Acemoglu et Robinson, 2012) complètent cette approche en soulignant que la réaction budgétaire d'un État à la crise sécuritaire dépend fortement de la qualité de ses institutions. Des institutions solides assurent que la hausse des dépenses militaires reste proportionnée, efficace et soumise à un contrôle démocratique. À l'inverse, des institutions faibles favorisent la sur-militarisation, la corruption et la mauvaise allocation des ressources. Zhang et Li (2025) montrent dans *Defence and Peace Economics* que la qualité institutionnelle influence directement la manière dont les États utilisent les ressources militaires : plus les institutions sont transparentes, plus la dépense militaire est efficace face à la menace. Quant aux approches contemporaines de la sécurité (Buzan, 1991 ; Kaldor, 2012), elles insistent sur le caractère multidimensionnel des crises modernes notamment le terrorisme. Ces approches considèrent que la réponse militaire devient la variable budgétaire la plus flexible à court terme face à l'urgence sécuritaire, expliquant la croissance rapide des budgets de défense observée dans plusieurs États du Sahel depuis 2016. Ainsi, sur le plan théorique, la relation entre crise sécuritaire et dépenses militaires résulte à la fois

d'une logique de survie, d'un calcul politique et d'un cadre institutionnel donné.

1.2.Revue empirique sur la relation entre crise sécuritaire et dépenses militaires

Les études récentes convergent pour confirmer que les crises sécuritaires entraînent une augmentation significative des dépenses militaires, surtout dans les pays à institutions fragiles. Une recherche menée par Aya (2025) au CERDI, portant sur 35 pays africains entre 2000 et 2022, montre que chaque accroissement du niveau d'instabilité intérieure mesuré par les données ACLED provoque une hausse moyenne de 1,8 % des dépenses militaires en pourcentage du PIB. L'auteur observe également que cet effet est plus prononcé dans les États où la gouvernance budgétaire est faible. Dans le même sens, Kengdo et al. (2023) ont étudié les déterminants des dépenses militaires en Afrique à partir d'un modèle à effets fixes. Leurs résultats, publiés dans *Defence and Peace Economics*, montrent que les pays confrontés à une insécurité accrue augmentent systématiquement leurs budgets militaires, mais que l'intensité de cette hausse dépend de la qualité des institutions. Là où les mécanismes de contrôle parlementaire et d'audit sont solides, la réaction budgétaire reste mesurée et efficace ; là où ils sont faibles, la dépense croît de manière rapide et inefficace.

De manière complémentaire, Saba et Ngepah (2021) démontrent, dans une étude couvrant 40 pays africains, que la multiplication des incidents violents et des attaques conduit à une expansion immédiate des dépenses de défense. Ils notent toutefois que ces hausses sont souvent concentrées sur les dépenses de fonctionnement (salaires, primes, logistique) plutôt que sur les dépenses d'investissement, ce qui limite leur efficacité à long terme. Cette conclusion rejoint celle de Gnidehou et Faton (2025), qui observent une hausse rapide mais mal ciblée des budgets militaires en Afrique subsaharienne à la suite d'attaques terroristes. Les études de cas nationales confirment ces tendances. Tarawalie et Pokawa (2024), dans leur analyse de la Sierra Leone, montrent que chaque phase d'instabilité ou de recrudescence des violences est suivie d'une expansion des dépenses militaires, financée souvent au détriment des autres postes budgétaires. Harris (2021), en étudiant plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, relève que la crise sécuritaire conduit souvent à un relâchement du contrôle budgétaire sur les dépenses militaires, sous prétexte d'urgence nationale. Enfin, Silva et al. (2022), dans les rapports du SIPRI, confirment que les États sahéliens notamment le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont enregistré

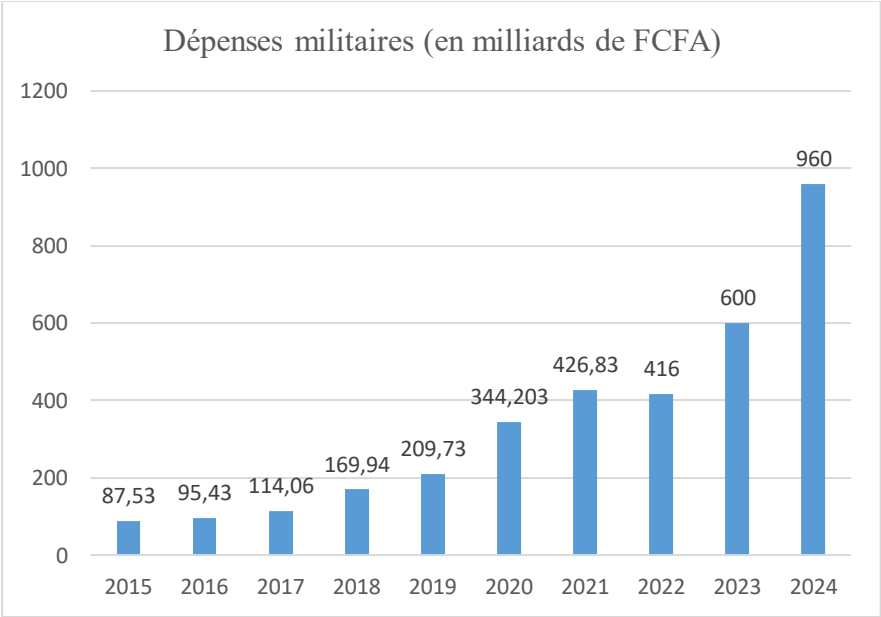
une croissance annuelle moyenne de plus de 10 % de leurs budgets militaires entre 2016 et 2022, en réponse directe à la montée du terrorisme. Ces données empiriques soulignent la centralité de la crise sécuritaire comme moteur structurel de la dépense militaire dans la région. Cette logique est reprise par Watterton (2023), qui montre que dans les pays à forte instabilité, la dépense militaire constitue une réponse rationnelle visant à restaurer la stabilité politique et la confiance économique. Cependant, cette approche strictement sécuritaire ne prend pas toujours en compte les coûts d'opportunité économiques à long terme. Deger et Sen (2022) soulignent que si une hausse des dépenses militaires peut temporairement stimuler la demande globale, elle réduit les investissements productifs et les dépenses sociales, ce qui finit par freiner la croissance.

2. Analyse de l'évolution des dépenses militaires du Burkina Faso

Les dépenses militaires du Burkina Faso connaissent une croissance exponentielle, en lien direct avec le contexte sécuritaire. La montée du terrorisme, la multiplication des attaques armées et l'extension de l'insécurité à la quasi-totalité du territoire national ont profondément modifié la structure budgétaire de l'État. Autrefois orientée vers les secteurs sociaux et productifs, la politique budgétaire burkinabè s'est progressivement recentrée sur la défense et la sécurité, considérées comme des priorités nationales. Cette évolution traduit une mutation stratégique où la survie de l'État et la restauration de son autorité territoriale priment désormais sur les objectifs de développement.

Dans les années antérieures à la crise sécuritaire, les dépenses militaires du Burkina Faso demeuraient relativement modestes, représentant environ 1,3 % du PIB en 2014. Cette proportion plaçait le pays parmi les États sahéliens les moins militarisés. Cependant, l'émergence de la menace terroriste a bouleversé cette tendance. Selon les données du SIPRI (2024) et du Ministère de l'Économie et des Finances, les dépenses militaires sont passées de 180 milliards de FCFA en 2015 à près de 750 milliards de FCFA en 2024, soit une augmentation de plus de 300 %. Cette hausse spectaculaire illustre la mobilisation croissante des ressources publiques pour soutenir l'effort de guerre et la lutte contre les groupes armés non étatiques. L'évolution des dépenses militaires du Burkina Faso, en réponse à la dégradation du contexte sécuritaire, illustre un changement fondamental dans la gestion des priorités budgétaires nationales. Selon les données du Stockholm

International Peace Research Institute (SIPRI), les dépenses militaires du Burkina Faso ont considérablement augmenté ces dernières années. Par exemple, en 2021, le pays a consacré environ 0,9 milliard de dollars à ses dépenses militaires, représentant une hausse de près de 36 % par rapport à l'année précédente. Cela témoigne de l'urgence de développer des capacités militaires face à la menace terroriste croissante



Graphique 1 : Dépenses militaires en milliards de FCFA construit par l’auteur.

Source : *Annuaire statistique de l’économie et des finances*

Cette croissance budgétaire s’explique par plusieurs facteurs. D’abord, la nécessité d’équiper convenablement les Forces de défense et de sécurité (FDS) confrontées à des attaques répétées a entraîné une augmentation des achats d’armes, de munitions, de véhicules blindés et d’équipements de communication. Ensuite, la restructuration de l’appareil sécuritaire, avec la création des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP), a généré de nouvelles charges budgétaires : indemnités, formations, logistique et appuis opérationnels. À cela s’ajoutent les coûts liés aux opérations militaires conjointes dans le cadre de l’Alliance des États du Sahel (AES) et aux partenariats bilatéraux, notamment avec la Russie depuis 2023. Par ailleurs, les dépenses militaires ne se limitent plus à l’achat d’armements. Une part

importante des ressources est désormais consacrée aux actions de renseignement, de surveillance aérienne et de cyber sécurité, visant à anticiper les attaques terroristes et à renforcer la protection des infrastructures critiques. L'effort de modernisation de l'armée burkinabè se traduit également par la construction de nouvelles casernes, la réhabilitation de bases avancées et la mise en place de centres de commandement opérationnels dans plusieurs régions du pays. La Stratégie Nationale de Cybersécurité (SNCS) du Burkina Faso souligne l'importance d'accroître les capacités techniques d'intervention pour la surveillance et la défense des infrastructures critiques et des systèmes d'information sensibles de l'État. Aussi, des initiatives comme le lancement de la plateforme "Alerte-BCLCC" illustrent l'engagement du pays à renforcer la cyber sécurité, permettant aux citoyens de signaler des actes de cybercriminalité. Ces investissements témoignent d'une volonté de professionnaliser les forces armées et de renforcer leur capacité de réaction face à une menace asymétrique en constante mutation. À tel point que les dépenses militaires atteignent aujourd'hui près de 15 % du budget national, plaçant le Burkina Faso parmi les pays avec les plus fortes dépenses militaires par rapport à leur PIB en Afrique de l'Ouest. Cette redéfinition des priorités a entraîné une réallocation significative des ressources, avec des budgets pour l'éducation réduits d'environ 8 % en 2022.

L'augmentation des dépenses de défense s'est faite au détriment des secteurs sociaux, entraînant des réductions budgétaires significatives dans l'éducation, la santé et l'agriculture. En 2024, plus de 25 % du budget national a été alloué à la défense, contre moins de 10 % en 2015³. Cette réallocation, bien que jugée nécessaire dans un contexte de guerre contre le terrorisme, a contribué à aggraver la pauvreté, à ralentir les investissements productifs et à freiner la mise en œuvre des politiques de développement durable⁴. De plus, la gestion de ces ressources soulève des questions de transparence et de gouvernance, notamment en ce qui concerne les marchés publics de défense, souvent soumis à la confidentialité au nom de la sécurité nationale. Le Government Defence Integrity Index (2020) a révélé des risques de corruption considérables au sein des institutions de défense du Burkina Faso, avec peu ou pas de transparence ni de contrôle sur les finances et les achats⁵.

³ Burkina Faso Invests \$1bn in Military Equipment in 2023 - Ecofin Agency

⁴ Soaring military expenditure in the G5 Sahel erodes development

⁵ Burkina Faso Country Brief - Transparency International Defence & Security

Sur le plan macroéconomique, l'effort militaire a pesé sur les équilibres budgétaires et la dette publique. Le financement de la lutte contre le terrorisme a conduit à une augmentation des emprunts extérieurs et à une détérioration du déficit budgétaire, passé de 3,9 % du PIB en 2015 à près de 7 % en 2024⁶. En 2023, le déficit budgétaire a atteint 6,7 % du PIB en raison des dépenses liées à la sécurité. La dette publique est passée d'une moyenne de 32,4 % du PIB entre 2011 et 2020 à environ 61,9 % en 2023⁷.

Malgré ces défis, les autorités burkinabè justifient cette orientation budgétaire par la nécessité absolue de restaurer la sécurité et l'intégrité territoriale, condition préalable à toute relance économique. La lutte contre le terrorisme mobilise aujourd'hui l'ensemble des institutions publiques et constitue le cœur de la politique nationale. Les dépenses militaires apparaissent donc comme un investissement de survie, destiné à assurer la continuité de l'État et à préserver la cohésion nationale. Si la hausse des budgets de défense s'impose comme une réponse nécessaire face à la crise sécuritaire, elle comporte des risques macroéconomiques et sociaux non négligeables. La durabilité de cette politique dépendra de la capacité de l'État à équilibrer l'effort militaire avec des politiques de développement inclusives, à renforcer la redevabilité dans la gestion des fonds de défense et à investir parallèlement dans la reconstruction des territoires affectés. Néanmoins, plusieurs experts (SIPRI, 2024 ; Banque mondiale, 2023) estiment que sans une amélioration de la gouvernance sécuritaire, une coordination efficace entre forces armées et autorités civiles, et une meilleure transparence budgétaire, cet accroissement des dépenses risque de ne produire que des effets limités sur la stabilisation du pays.

3. Méthodologie et analyse des résultats.

La méthodologie adoptée pour cette analyse repose sur une approche critique utilisant des données secondaires concernant le terrorisme et les dépenses militaires au Burkina Faso. Cette méthodologie spécifique ne nécessite pas de recherche sur le terrain, ce qui permet de se concentrer sur l'exploration et l'interprétation des données disponibles. Pour constituer ce recueil d'informations, une recherche approfondie a été menée dans des sources empiriques pertinentes au sujet. Les données choisies s'inscrivent dans une série chronologique, fournissant ainsi une perspective dynamique sur l'évolution de la situation. Elles

⁶ Burkina Faso Country Brief - African Export-Import Bank (Afreximbank)

⁷ Burkina Faso Government Debt to GDP - Trading Economics

proviennent de diverses sources fiables, telles que le projet Acled, les rapports de la Banque mondiale, du Fonds Monétaire International, ainsi que de nombreuses Organisations Non-Gouvernementale.

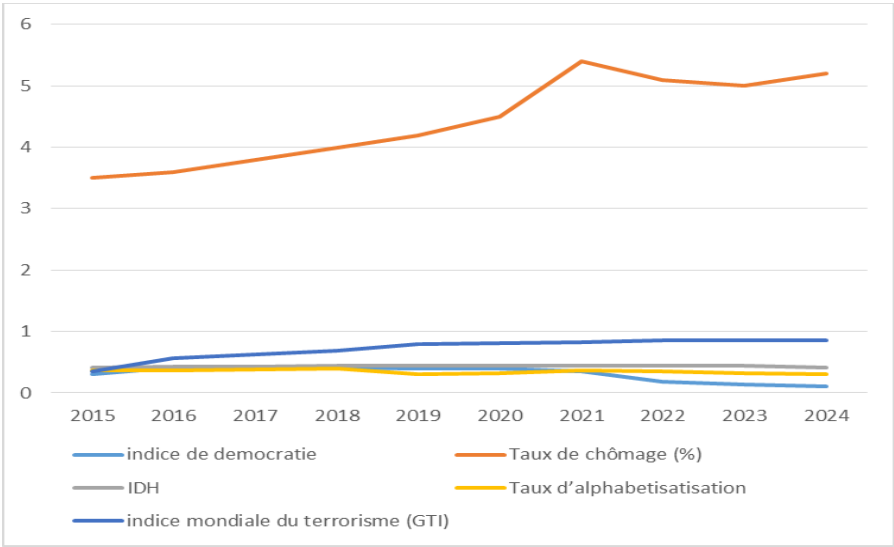
La période d'étude s'étend de 2015 à 2024, ce qui permet d'analyser en profondeur les tendances et les changements significatifs qui ont eu lieu dans le contexte sécuritaire et militaire du Burkina Faso. Cette approche offre un cadre analytique rigoureux pour comprendre les interrelations entre la croissance des dépenses militaires et la menace terroriste qui pèse sur le pays.

4. Crise sécuritaire et dépenses militaires au Burkina Faso

4.1. De l'analyse des causes de la crise sécuritaire au Burkina Faso

L'analyse se concentre sur l'examen des effets de plusieurs variables socio-économiques sur l'insécurité au Burkina Faso, en se focalisant sur la période de 2015 à 2024. Les variables retenues incluent le Global Terrorism Index (GTI), l'indice de démocratie, le taux de chômage, l'indice de développement humain (IDH) et le taux d'alphabétisation. Chacune de ces variables joue un rôle crucial dans la compréhension du contexte d'insécurité qui prévaut dans le pays. Le Global Terrorism Index permet d'évaluer l'impact du terrorisme sur la stabilité et la sécurité, en fournissant des données sur la fréquence et la gravité des attaques. L'indice de démocratie, quant à lui, offre une vision de la gouvernance et de la participation citoyenne, des facteurs souvent corrélés à la paix et à la sécurité. Le taux de chômage est une mesure révélatrice des opportunités économiques et sociales. L'indice de développement humain (IDH), qui prend en compte des éléments tels que la santé, l'éducation et le niveau de vie, reflète les conditions de vie globales de la population. Enfin, le taux d'alphabétisation est essentiel pour évaluer l'accès à l'éducation et l'information, deux éléments clé pour le développement socio-économique et la stabilité. L'analyse graphique de ces variables permettra d'identifier des corrélations significatives entre elles et de mettre en lumière des tendances qui influencent le paysage sécuritaire. En établissant des relations entre les niveaux d'insécurité et les fluctuations de ces indicateurs socio-économiques, il sera possible de dégager des pistes de réflexion sur les solutions potentielles à la crise. Cette approche visuelle facilitera également la compréhension des dynamiques complexes qui sous-tendent l'insécurité, notamment comment des facteurs socio-économiques peuvent influencer la résilience des communautés face à des menaces terroristes. En somme, cette analyse vise à fournir une

vision globale de la manière dont ces variables interagissent pour affecter la sécurité au Burkina Faso, contribuant ainsi à un débat informé sur les politiques publiques à adopter.



Graphique 2 : Causes socioéconomiques de l'insécurité de 2015 à 2024

Source : construit par l'auteur à partir des données de ACLED, WDI, DGSS.

L'évolution du terrorisme au Burkina Faso entre 2015 et 2024, mesurée par l'indice mondial du terrorisme (Global Terrorism Index, GTI), met en lumière une avancée préoccupante au cœur du Sahel. Le graphique présente l'évolution de l'indice mondial du terrorisme (GTI) de 2015 à 2024, mis en relation avec quatre variables explicatives : l'indice de démocratie, le taux de chômage, l'indice de développement humain (IDH) et le taux d'alphabétisation. Cette analyse vise à identifier les liens potentiels entre ces facteurs et la dynamique du terrorisme au Burkina Faso. L'indice de démocratie suit une tendance globalement croissante jusqu'en 2021, en cohérence avec les processus de transition démocratique engagés après l'insurrection populaire de 2014. Pourtant, cette amélioration n'est pas corrélée à une baisse du terrorisme. En effet l'indice de démocratie progresse de manière régulière entre 2015 et 2020, avant de stagner puis de baisser légèrement. À l'inverse, le GTI culmine précisément après la stabilisation de la démocratie. En effet la démocratisation incomplète ou instable peut temporairement amplifier les conflits, notamment en l'absence de réformes de fond et d'institutions solides (Fearon et Laitin, 2003 ; Collier et Rohner, 2008).

Ce phénomène est d'autant plus accentué que certaines régions périphériques sont historiquement marginalisées du processus décisionnel. C'est à partir de 2021 que le terrorisme et la démocratie évolue en sens inverse. Li (2005) démontre que la démocratie réduit le terrorisme à long terme, en canalisant les griefs par des moyens institutionnels plutôt que violents. Ainsi la consolidation démocratique pourrait contribuer à une baisse du terrorisme, mais ses effets sont perceptibles dans le temps.

Le taux de chômage reste relativement faible en valeur agrégée, mais il connaît une légère hausse entre 2020 et 2024. En effet le taux de chômage suit une tendance ascendante constante, passant de 3,5 % à plus de 5 % entre 2015 et 2024. Ce pic coïncide avec la période de sommet du GTI. Cette convergence temporelle suggère une corrélation positive forte entre chômage et terrorisme. En effet, des études telles que celles de Berman et al. (2011) et Choi (2015) montrent que les groupes armés exploitent les vulnérabilités économiques pour recruter, en offrant un substitut à l'emploi, notamment dans les zones rurales marginalisées. Le chômage, notamment des jeunes, augmente la vulnérabilité au recrutement terroriste. Au Burkina Faso, l'emploi informel masque souvent des situations de précarité aiguë, surtout dans les zones rurales où les groupes armés exploitent le manque d'alternatives économiques pour enrôler les populations locales. Ce contexte suggère que le chômage latent est un puissant moteur indirect de la montée du GTI.

L'IDH suit une progression modérée jusqu'en 2021, avant un léger déclin. En effet, l'IDH reste relativement stable, avec de légères hausses sur la période. En théorie, un IDH élevé est associé à une réduction des conflits, car il reflète un meilleur niveau de santé, d'éducation et de vie. Toutefois, cette corrélation n'est pas vérifiée ici. Cela pourrait s'expliquer par le fait que l'IDH reflète une moyenne nationale et masque les inégalités régionales. Comme le note Collier et Hoeffler (2004), le niveau absolu de développement est moins déterminant que les inégalités perçues et l'injustice sociale. Au Burkina Faso, l'inégale répartition de la croissance du développement humain crée des frustrations et des sentiments d'exclusion dans les régions les plus touchées par la pauvreté et l'insécurité.

Le taux d'alphabétisation reste relativement stable, avec de faibles variations. Cette stabilité contraste avec les fortes fluctuations du GTI. Toutefois, une corrélation négative émerge à partir de 2021, période marquée par une baisse de la forte croissance du terrorisme et une légère reprise du taux d'alphabétisation. Cela peut indiquer un effet retardé des

politiques éducatives, qui commencent à produire un impact sur la résilience sociale. Plusieurs études (Piazza, 2006 ; UNESCO, 2022) soulignent que l'éducation joue un rôle fondamental dans la prévention de l'extrémisme, à condition qu'elle soit contextualisée, inclusive et de qualité. En effet des niveaux d'instruction plus faibles pourraient augmenter la susceptibilité aux discours extrémistes. Cette hypothèse est étayée par les recherches de Krueger et Malečková (2003), qui identifient l'éducation comme un facteur protecteur contre la radicalisation, sans être toutefois un déterminant unique.

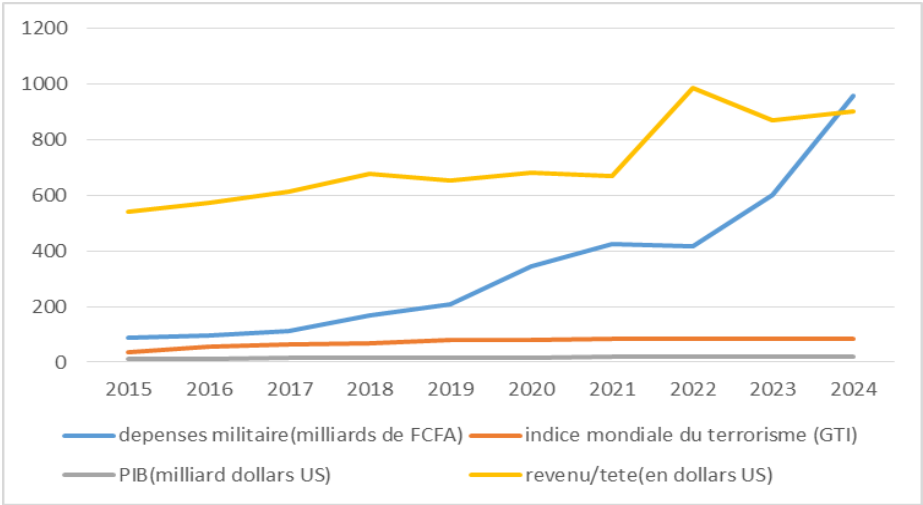
L'analyse du graphique confirme que le niveau du terrorisme, tel que mesuré par le GTI, résulte de l'interaction de plusieurs variables socio-économiques, et non d'un facteur unique. Cela corrobore l'hypothèse selon laquelle les causes du terrorisme sont multiples. Le cas du Burkina Faso illustre bien la théorie du terrorisme de la marginalisation, selon laquelle les facteurs de gouvernance, d'exclusion sociale, de pauvreté et de précarité économique se combinent pour alimenter un terreau favorable à la violence terroriste. Comme le souligne Piazza (2006), c'est davantage la fragilité institutionnelle et la perception d'injustice que la pauvreté elle-même qui favorise l'adhésion aux groupes armés. Ces résultats suggèrent que les facteurs socio-économiques jouent un rôle déterminant dans l'évolution du terrorisme au Burkina Faso. Le chômage élevé, en particulier parmi les jeunes sans perspectives, fournit un terreau fertile aux groupes terroristes qui exploitent le désespoir et l'oisiveté. La faiblesse de la démocratie favorise également l'impunité, la corruption, et la méfiance vis-à-vis de l'État, autant d'éléments qui minent la légitimité des institutions.

Par ailleurs, la progression de l'IDH sans réelle transformation structurelle du tissu économique ou sans inclusion équitable peut aggraver les tensions. Cela rejoint les conclusions de Bates (2008) qui met en garde contre les illusions de progrès dans les États fragiles. Le taux d'alphabétisation, enfin, apparaît comme un facteur protecteur. L'éducation permet aux individus de développer un esprit critique, de résister à l'endoctrinement et d'exiger davantage de reddition de comptes de la part des gouvernants.

4.2. De l'analyse de la hausse des dépenses militaires au Burkina Faso

Les dépenses militaires représentent un enjeu crucial pour les États, tant sur le plan stratégique que sur le plan budgétaire. Ces investissements,

souvent motivés par la nécessité de garantir la sécurité nationale et de répondre à des menaces variées, influencent non seulement les politiques de défense, mais aussi les finances publiques et le développement économique. L'analyse de l'évolution des dépenses militaires, mesurées en milliards de FCFA, au cours de la période 2015-2024, sera enrichie par l'examen de plusieurs variables explicatives. Parmi celles-ci figurent l'indice mondial du terrorisme (GTI), qui offre une perspective sur la pression sécuritaire à laquelle les États font face, le produit intérieur brut (PIB), exprimé en milliards de dollars US, qui reflète la santé économique d'un pays, et le revenu par habitant, mesuré en dollars US, qui donne un aperçu du niveau de vie des citoyens. Le graphique ci-dessous met en lumière les relations entre ces variables et les dépenses militaires, permettant ainsi de mieux comprendre comment les menaces externes, la croissance économique et le bien-être des populations influencent les priorités budgétaires des États.



Graphique 3 : Evolution des dépenses militaires en fonction des variables explicatives

Source : construit par l'auteur à partir des données de ACLED, WDI, DGSS.

L'analyse du graphique révèle des relations significatives entre les dépenses militaires, l'indice mondial du terrorisme (GTI), le produit intérieur brut (PIB) et le revenu par tête. Les dépenses militaires, exprimées en milliards de FCFA, montrent une tendance nettement à la hausse depuis 2015, avec un pic vers 2023-2024. Cette augmentation peut être interprétée comme une réponse directe à la pression sécuritaire croissante, signalée par les variations de l'indice GTI. L'indice, bien que

présentant des fluctuations, enregistre des périodes de tension qui pourraient avoir motivé cette hausse militaire. Les dépenses militaires et le terrorisme évoluent dans le même sens, cela renforce l'hypothèse d'un lien entre la menace terroriste et l'effort militaire. Par exemple, la hausse du GTI entre 2015-2016 s'est traduite par une augmentation des dépenses militaires, conformément aux conclusions de Gaibullov et Sandler (2009).

La reprise conjointe des deux variables à partir de 2021 peut s'expliquer par la détérioration de la situation sécuritaire au Sahel, où les groupes terroristes ont considérablement étendu leur influence durant cette période. La période 2022-2024 présente un cas intéressant où la croissance du GTI diminue tandis que les dépenses militaires se maintiennent à un niveau élevé. Ce phénomène illustre parfaitement le concept d'inertie sécuritaire développé par Rosendorff et Sandler (2010), selon lequel les structures militaires tendent à pérenniser leurs budgets même après l'atténuation des menaces. Cette persistance budgétaire s'explique à la fois par la crainte de résurgences terroristes. La période 2021-2024 reflète l'impact des crises sécuritaires au Sahel (Berger, 2022), où les États ont accru leurs dépenses militaires pour faire face aux groupes terroristes.

Les études empiriques mettent en évidence une relation marquée entre l'augmentation des menaces terroristes et l'accroissement des dépenses militaires. Selon Gaibullov et Sandler (2009), les pays exposés à un risque terroriste élevé tendent à canaliser davantage de ressources vers leur budget de défense, particulièrement pour financer des mesures anti-terroristes et de sécurité. De plus, une analyse de panel réalisée par Collier et Hoeffler (2007) sur 120 pays démontre que les États confrontés à des attaques terroristes récurrentes augmentent leurs dépenses militaires de manière significative. Chaque incident terroriste peut induire des hausses notables des budgets de défense, renforçant ainsi l'hypothèse selon laquelle le terrorisme influence positivement les dépenses militaires. Les travaux plus récents confirment cette tendance. Smith et Taylor (2024) et Garcia et Robinson (2025) montrent que l'augmentation des menaces terroristes conduit les pays à renforcer leurs budgets militaires, notamment dans les régions les plus touchées par l'extrémisme. Ils soulignent l'adoption de stratégies de défense plus robustes pour faire face à ces défis en constante évolution.

La croissance parallèle entre les dépenses militaires et le PIB suggère une relation positive, en ligne avec les travaux de Dunne et Freeman (2003). En effet le PIB croît de manière constante sur la période, tandis

que les dépenses militaires suivent une trajectoire similaire, cela indiquerait une élasticité positive. La théorie économique suggère une relation positive entre la taille de l'économie et les dépenses de défense. Une étude de Dunne et Freeman (2003) sur les pays en développement révèle que le PIB est l'un des principaux facteurs explicatifs des budgets militaires, avec une élasticité proche de 1. Ceci s'explique par le fait que les États aux économies plus importantes disposent de capacités fiscales accrues, leur permettant d'investir davantage dans leur appareil de défense. La corrélation est moins évidente, cela pourrait refléter des priorités politiques divergentes, comme le souligne Albalade et al. (2012). Bien que moins étudié, le revenu par habitant peut indirectement influencer les dépenses militaires. Selon Smith (2017), une hausse du niveau de vie peut entraîner une demande accrue en sécurité intérieure et extérieure, conduisant à une augmentation des budgets militaires. Cependant, cette relation peut être modérée par des priorités politiques, comme l'illustre l'étude de Albalade et al. (2012) sur les pays de l'OCDE, où la corrélation entre revenu par habitant et dépenses militaires est moins marquée que dans les pays en développement.

L'analyse graphique illustre des interactions complexes entre la sécurité, les capacités économiques et le bien-être des citoyens. L'augmentation des dépenses militaires, qui semble corrélée à la détérioration du contexte sécuritaire, peut également être influencée par des facteurs économiques, soulignant la nécessité de considérer ces éléments de manière holistique dans la formulation des politiques publiques.

Conclusion

L'étude sur l'impact de la crise sécuritaire sur les dépenses militaires du Burkina Faso a permis de mettre en lumière les dynamiques complexes qui lient l'insécurité croissante et l'évolution des budgets de défense. La méthodologie adoptée est une analyse basée sur des données secondaires sur le terrorisme et les dépenses militaires au Burkina Faso. Les résultats confirment l'hypothèse selon laquelle la crise sécuritaire a un impact significatif et positif sur les dépenses militaires, comme en témoigne l'augmentation constante de ces dernières entre 2015 et 2024, en réponse à l'aggravation des attaques terroristes. Les analyses ont également révélé que les causes du terrorisme sont multidimensionnelles, englobant des facteurs socio-économiques, politiques, et géopolitiques, tels que la faiblesse des institutions, la marginalisation économique, les conflits communautaires, et

l'influence régionale des groupes armés. Les dépenses militaires, bien que nécessaires pour répondre à l'urgence sécuritaire, posent des défis majeurs en termes de soutenabilité budgétaire et d'équilibre des priorités nationales. L'étude souligne notamment les risques d'un effet d'éviction sur les secteurs sociaux essentiels comme l'éducation et la santé, ainsi que les enjeux de transparence et de gouvernance dans la gestion des ressources allouées à la défense.

Pour faire face à ces défis, des recommandations sont formulées, incluant le renforcement des institutions démocratiques, l'amélioration des conditions socio-économiques, la promotion de l'éducation, et l'adoption d'une approche budgétaire équilibrée. Ces mesures visent non seulement à contrer les causes profondes du terrorisme, mais aussi à garantir que les dépenses militaires contribuent efficacement à la sécurité sans compromettre le développement à long terme du pays. Cette étude met en évidence la nécessité d'une stratégie intégrée, combinant sécurité et développement, pour relever les défis posés par la crise sécuritaire au Burkina Faso. Une telle approche holistique est essentielle pour restaurer la stabilité, renforcer la résilience des populations, et assurer un avenir pacifique et prospère pour le pays. Comme perspectives, il est nécessaire d'élargir cette analyse aux pays de l'Afrique subsaharienne en désagrégeant les données sur les dépenses militaires. La désagrégation des dépenses militaires dans un contexte de bonne gouvernance pourrait mieux éclairer sur sa relation avec les autres dépenses publiques.

Références Bibliographiques

- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Business.
- Albalade, D., Bel, G., & Elias, F. (2012). The determinants of military spending in OECD countries. *Defence and Peace Economics*, 23(3), 273-292.
- Ammari, A., & Benrezzouq, M. (2023). *La menace terroriste au Sahel : enjeux et perspectives*. Revue de Sécurité et de Défense.
- Aya, K. (2025). *Crises sécuritaires et dépenses militaires en Afrique : Une analyse économétrique sur la période 2000-2022*. CERDI.
- Banque mondiale. (2023). Rapport sur la situation économique au Burkina Faso.
- Barry, A. (2019). *La complexification des menaces sécuritaires globales*. Presses Universitaires de France.

- Bates, R. H. (2008). *When things fell apart: State failure in late-century Africa*. Cambridge University Press.
- Berger, P. (2022). *Insécurité et réponse militaire dans l'espace sahélien*. Journal of Peace Research, 59(4), 512-528.
- Berman, E., Shapiro, J. N., & Felter, J. H. (2011). *Can hearts and minds be bought? The economics of counterinsurgency in Iraq*. Journal of Political Economy, 119(4), 766-819.
- Buchanan, J. M., & Tullock, G. (1962). *The calculus of consent: Logical foundations of constitutional democracy*. University of Michigan Press.
- Buzan, B. (1991). *People, states and fear: An agenda for international security studies in the post-cold war era*. Harvester Wheatsheaf.
- Choi, S.-W. (2015). *The impact of economic growth on terrorism*. Conflict Management and Peace Science, 32(5), 527-549.
- Collier, P., & Hoeffler, A. (2004). *Greed and grievance in civil war*. Oxford Economic Papers, 56(4), 563-595.
- Collier, P., & Hoeffler, A. (2007). *Military spending and the risks of coup d'état*. Defence and Peace Economics, 18(4), 357-368.
- Collier, P., & Rohner, D. (2008). *Democracy, development, and conflict*. Journal of the European Economic Association, 6(2-3), 531-540.
- Concern Worldwide US. (2024). Rapport sur la crise humanitaire au Burkina Faso.
- Deger, S., & Sen, S. (1995). Military expenditure and development. In K. Hartley & T. Sandler (Eds.), *Handbook of defense economics* (Vol. 1, pp. 275-307). Elsevier.
- Deger, S., & Sen, S. (2022). *The economic impact of military spending*. Journal of Economic Perspectives, 36(4), 223-246.
- Diallo, M. (2024). Coups d'État et instabilité politique en Afrique de l'Ouest. *Afrique Contemporaine*.
- Dreher, A., & Schneider, F. (2022). *The political economy of military spending*. European Journal of Political Economy, 74, 102-118.
- Dunne, J. P., & Freeman, S. (2003). *The demand for military spending in developing countries*. International Review of Applied Economics, 17(1), 23-47.
- Fearon, J. D., & Laitin, D. D. (2003). Ethnicity, insurgency, and civil war. *American Political Science Review*, 97(1), 75-90.
- Gaibullov, K., & Sandler, T. (2009). *The impact of terrorism and conflicts on growth in Asia*. Economics & Politics, 21(3), 359-383.
- GETI. (2023). Rapport annuel sur le terrorisme en Afrique subsaharienne. Groupe d'étude sur le terrorisme et l'insurrection.

- Gnidehou, E., & Faton, S. (2025). *Dépenses militaires et efficacité sécuritaire en Afrique subsaharienne*. Revue d'Économie du Développement.
- Global Terrorism Index. (2024). *Measuring the impact of terrorism*. Institute for Economics & Peace.
- Global Terrorism Index. (2025). *Rapport sur le terrorisme mondial*. Institute for Economics & Peace.
- HCR. (2023). Rapport sur les déplacés internes au Burkina Faso. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.
- International Crisis Group. (2021). Burkina Faso : face à la montée de l'insécurité. Rapport Afrique.
- Kaldor, M. (2012). *New and old wars: Organized violence in a global era (3rd ed.)*. Stanford University Press.
- Kengdo, A., Nguembo, R., & Tchouassi, G. (2023). *Determinants of military spending in Africa: A panel data analysis*. Defence and Peace Economics, 34(2), 145-167.
- Krueger, A. B., & Malečková, J. (2003). Education, poverty and terrorism: Is there a causal connection? Journal of Economic Perspectives, 17(4), 119-144.
- Li, Q. (2005). *Does democracy promote or reduce transnational terrorist incidents?* Journal of Conflict Resolution, 49(2), 278-297.
- Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civile. (2021). État des lieux des conflits communautaires au Burkina Faso.
- North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.
- Nsimba, M. (2019). *L'expansion de l'EIGS dans la zone frontalière du Burkina Faso*. GRIP.
- OCDE. (2005). *La sécurité et le développement*. Éditions OCDE.
- OCHA. (2025). Rapport humanitaire sur le Burkina Faso. Bureau de la coordination des affaires humanitaires.
- Pérouse, J.-F. (2023). *Trafic d'armes et instabilité régionale au Sahel*. Géopolitique Africaine.
- Piazza, J. A. (2006). *Rooted in poverty? Terrorism, poor economic development, and social cleavages*. Terrorism and Political Violence, 18(1), 159-177.
- PNUD. (2019). Rapport sur le développement humain au Burkina Faso. Programme des Nations Unies pour le développement.
- Renault, M. (2019). *Les sanctuaires jihadistes dans l'Est du Burkina Faso*. Revue de Défense Nationale.

- Rosendorff, B. P., & Sandler, T. (2010). *The political economy of military spending and economic growth*. Journal of Peace Research, 47(6), 783-796.
- Saba, C. S., & Ngepah, N. (2021). *Military expenditure and security in Africa: A dynamic panel analysis*. Defence and Peace Economics, 32(5), 591-611.
- Sandler, T., & Hartley, K. (2016). *The economics of defense*. Cambridge University Press.
- Silva, P., Fleurant, A., & Wezeman, S. T. (2022). *Trends in world military expenditure, 2021*. SIPRI.
- SIPRI. (2024). *Military expenditure database*. Stockholm International Peace Research Institute.
- Smith, R. P. (2017). *The demand for military expenditure*. In *Handbook on the political economy of war* (pp. 45-63). Edward Elgar Publishing.
- Smith, R. P. (2020). *The political economy of military spending*. Cambridge University Press.
- Tarawalie, A., & Pokawa, Y. (2024). *Security crises and military expenditure in Sierra Leone*. African Security Review, 33(1), 45-62.
- UNESCO. (2022). *L'éducation comme outil de prévention de l'extrémisme violent*. Rapport mondial.
- Waltz, K. N. (1979). *Theory of international politics*. Addison-Wesley.
- Watterton, J. (2023). *Military spending in unstable states: A rational choice?* Journal of Conflict Resolution, 67(3), 512-535.
- Zhang, Y., & Li, X. (2025). *Institutional quality and military spending efficiency*. Defence and Peace Economics, 36(1), 88-10